

La République

Quotidien d'information générale - Série III n° **1317** Prix : 3.000 FC

Directeur de Publication : Jacques Famba

Tél. 0899311288 - 0998190510, Courriel : larepublique@nyota.net, www.nyota.net

Récépissé n° MIN/CM/LMO/053/2015

Calendrier électoral : la cacophonie

(Page 12)

Rutshuru (P.2)

Le M23 en action contre d'autres groupes armés à Kishishe

Kenya

Les 87 derniers délégués bloqués à Goma sont arrivés à Nairobi (P. 12)



Paix en RDC

(Page 4)

António Guterres soutient les décisions adoptées à Luanda, promet l'appui de l'ONU

Zone Ouest (Page 5)

Le prix du carburant en hausse : le litre de l'essence passe de 2.695 Fc à 2.855 Fc

Nyota TV

Retrouvez-nous sur 356 Canal+ !

Qatar 2022

Le Sénégal accède aux huitièmes de finale (Page 11)

Denis Mukwege appelle l'ONU à sanctionner les fournisseurs d'armes aux groupes armés



Docteur Denis Mukwege, responsable de l'hôpital de Panzi à Bukavu dans la province du Sud-Kivu le 15/03/2016 à Kinshasa, lors d'une conférence de presse. Radio Okapi/Ph. John Bompengo

Le prix Nobel de la paix 2018, Denis Mukwege a appelé, lundi 28 novembre, le Conseil de sécurité de l'ONU à sanctionner les fournisseurs d'armes aux groupes armés, opérant dans l'Est de la RDC.

Il a lancé cet appel dans une déclaration dont une copie est parvenue mardi 29 novembre à Radio Okapi :

« Il est impératif que les Etats qui fournissent des armes aux groupes

armés frappés d'embargo soient sanctionnés. Aussi que toute coopération militaire bilatérale avec les Etats fournisseurs doit impérativement cesser ».

Pour Denis Mukwege, « il est temps que le monde ouvre les yeux sur les atrocités que commettent les hommes armés dans l'Est du pays ».

Il souhaite que le droit international s'applique et que les responsables de ces actes de barbarie rendent des comptes pour mettre fin à la tragédie

Ituri - Nord-Kivu

L'Assemblée Nationale autorise une nouvelle prolongation de l'état de siège

Les députés nationaux ont, au cours de la séance plénière organisée ce mardi 29 novembre 2022, adopté le projet de loi portant prorogation de l'état de siège dans les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri.

Dans sa présentation, le vice-ministre de la justice, Amato Buyabusire Mirindi, a fait savoir que sa prorogation va permettre à l'armée de poursuivre avec ses opérations dans cette partie du pays.

Sur 284 députés ayants pris part au vote, 279 ont voté pour la prolongation et 5 ont voté contre.

« Pour permettre à notre armée de poursuivre ses opérations militaires en vue de restaurer définitivement la paix dans la partie Est du pays, le gouvernement sollicite la prorogation de l'état de

siège dans les provinces de l'Ituri et du Nord-Kivu », a déclaré Amato Buyabusire.

A noter que le débat n'a pas eu lieu lors de l'examen dudit projet de loi, après la motion d'ordre initiée par le député national, Paulin Odiane, sollicitant l'adoption du projet de loi portant autorisation de la prorogation de l'état de siège sans débat.

A l'en croire, tenir un débat sans attendre la tenue de la table ronde sur la paix dans la partie Est de la République démocratique du Congo, risque de susciter de contradiction dans l'avenir.

Cette motion a été contestée par le caucus des élus nationaux du Nord-Kivu et de l'Ituri qui pensent qu'il faut tenir un débat pour

Nord-Kivu

Une dizaine de rebelles ADF aux arrêts à Beni

Une dizaine de rebelles d'Allied democratic forces (ADF) ont été capturés par les Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) appuyées par l'armée ougandaise (UPDF) en territoire de Beni (Nord-Kivu). L'information a été rapportée par le porte-parole



des opérations conjointes dans sa dépêche parvenue à 7SUR7.CD ce mardi 29 novembre 2022.

D'après le lieutenant-colonel Mak Hazukay, les assaillants capturés sont plus de dix. Ils ont été arrêtés lors des bombarde-

ments aériens ainsi que l'artillerie de leurs positions par les armées Congolaise et Ougandaise.

La même source précise par ailleurs que ces opérations ont aussi facilité la libération de nombreux otages dans le massif de Ruwenzori voire dans la vallée de

congolaise.

« Face à cette situation sécuritaire critique, il est urgent que la chaîne d'approvisionnement en armes et en munitions du M23 soit établie et que les pays impliqués subissent la rigueur des sanctions telles qu'elles sont prévues dans la résolution 2641 des Nations unies », a-t-il poursuivi.

Le prix Nobel de la paix appelle ainsi les Nations unies à prendre des décisions fortes d'implémentation de leurs propres résolutions.

Denis Mukwege recommande par ailleurs aux pays influents de l'ONU comme la France, le Royaume Uni et les Etats-Unis de ne plus soutenir des Etats qui alimentent la violence et la désolation dans l'Est de la RDC.



enrichir le projet de loi et avoir une information sur la situation qui prévaut sur terrain. Par contre, d'autres ont soutenu que la tenue du débat ne donne pas lieu au rejet de la prorogation de l'état de siège.

Après adoption, ce projet de loi a été envoyé au Sénat pour une seconde lecture avant sa promulgation par le chef de l'Etat Félix Tshisekedi.

Roberto Tshahe/7/7.cd

Mughalika.

Le porte-parole des opérations « Shujaa » appelle au même moment les habitants qui fréquentent le tronçon routier Kasindi - Butembo à la prudence face aux mouvements des rebelles.

Le weekend dernier, l'armée congolaise a annoncé avoir libéré plus de trente civils des mains des rebelles ADF dans la région de Beni. C'est avant d'en rajouter une autre dizaine. Jusqu'à ce mardi, le porte-parole des opérations Sokola I au Grand Nord-Kivu, le capitaine Anthony Mualushayi, parle d'un total de 43 civils sauvés des griffes de l'ennemi, la semaine passée.

Joël Kaseso

Rutshuru

Le M23 en action contre d'autres groupes armés à Kishishe

Des combats ont opposés, mardi 29 novembre, les rebelles du M23 aux combattants de groupes armés de FDLR et de Mai-Mai Nyatura au village Kishishe, dans le groupement Bambo, territoire de Rutshuru (Nord-Kivu). Des sources locales rapportent que des tirs ont été entendus entre 6 heures et 9 heures locales, dans cette partie du Nord-Kivu. Selon les mêmes sources, les rebelles du M23 tentaient de reprendre le contrôle de Kishishe qu'ils ont perdu la semaine dernière à l'issue des accrochages avec les FARDC, les miliciens et les FDLR.



fronts. Les combattants locaux qui s'affrontent au M23 sont les Mai-Mai APCLS et ceux de Nyatura CMC qui

sont déployés entre Kitshanga et Chumba, groupement Bishusha pour empêcher le M23 de faire leur assaut sur Kitshanga.

D'autres factions Nyatura et Mai-Mai mènent des attaques répétées contre le M23 entre Katala et Biruma, sur la route nationale numéro 2 dans le territoire de Rutshuru et entre Nkwenda et Kisharu, dans le groupement Binza.

Certains défenseurs des droits humains craignent que ce conflit ne se cristallise en violences tribales. C'est par exemple sur l'axe Bwiza-Kitshanga-Burungu où les membres de certaines communautés fuient leurs milieux de vie après avoir été ciblés par des miliciens Mai-Mai.

Kinshasa

La 6e édition de l'Expo béton s'ouvre ce mercredi

Le salon de réflexion sur la construction et les infrastructures dénommé Expo béton ouvre les portes de sa 6e édition ce mercredi 30 novembre à Kinshasa.

L'objectif cette année étant d'achever les ré-

2036. Pilier par pilier, décryptage d'une manière assez approfondie pour qu'enfin cette fois-ci, nous puissions proposer des résolutions aussi pratiques qui devraient être exécutées à court terme ».



flexions entamées à la 5e édition sur le statut de Kinshasa comme province et pas seulement comme ville et de poursuivre ces mêmes réflexions sur la politique de modernisation de la capitale.

Phillipe Katumba, chargé de communication de l'Expo Béton, explique la thématique de cette 6e édition :

« Pour cette édition, nous allons réfléchir sur la problématique relative donc aux 5 piliers pour bâtir Kinshasa à l'horizon

Parmi les 5 piliers à exploiter, Phillippe Katumba cite le pilier financier, parce que « tout ce qui sera préconisé comme politique visant à moderniser la ville de Kinshasa à l'horizon 2036 aura besoin de financement pour sa matérialisation ».

L'autre pilier est celui des transports, étant donné que la mobilité dans la ville de Kinshasa pose d'énormes problèmes en termes d'embouteillages, a-t-il encore expliqué.

Nairobi III

L'appel patriotique de F. Tshisekedi aux groupes armés



Un extrait de l'appel patriotique du Président de la République, Félix Tshisekedi Tshilombo, aux 200 délégués des groupes armés réunis à Nairobi pour le 3^{ème} round des négociations politiques, a été projeté, lundi, au cours du briefing hebdomadaire du gouvernement co-animé par la vice-Première ministre, ministre de l'Environnement et développement durable, Eve Bazaiba et Patrick Muyaya, ministre de la Communication et médias.

« Souvenez-vous de combien des tables rondes, des conférences nationales organisées, combien d'accords signés... il est temps pour chacun de nous de s'engager pour le développement de notre pays qu'aucun individu ne peut faire seul », a dit le Chef de l'Etat, avant que le ministre Muyaya précise « qu'aujourd'hui s'est ouvert le début des discussions avec les groupes armés à Nairobi sous l'égide du président Ndayishimiye du Burundi, suivant le programme tracé au terme du communiqué de Luanda ».

« Depuis la signature de l'accord de Luanda, on note une relative accalmie sur toute la ligne de front malgré quelques mouvements dans la partie occupée par le M23, nous continuons de suivre la situation », a noté le porte-parole du gouvernement, ajoutant que « pour nous, le M23 ne participe pas aux discussions de Nairobi tant qu'ils n'ont pas évacué les localités occupées conformément à ce qui a été décidé à Luanda ».

Nord-Kivu

Le commandant de la Police à Goma veut intégrer l'armée pour défendre le pays face à l'agression rwandaise

Le commissaire supérieur principal Alisa Job Alain, commandant urbain de la Police Nationale Congolaise en ville de Goma, chef-lieu du Nord-Kivu sollicite un changement d'unité auprès du président de la République démocratique du Congo, Félix Tshisekedi.

Il l'a dit dans une lettre transmise au président de la République dont une copie est parvenue à 7SUR7.CD le lundi 28 novembre.

Le colonel Job Alisa veut quitter la Police et intégrer les Forces Armées de RDC, en vue de défendre l'intégrité et la sécurité du pays, menacées par une agression rwandaise derrière la rébellion du M23 (Mouvement du 23 mars).

« Au regard de toutes les menaces d'agression de mon pays, touché par le degré d'humiliation et les souffrances répétitives que le Rwanda ne cesse d'imposer à mes compatriotes, je viens humblement avec assurance de mes profonds respects auprès de votre pouvoir décisionnel, solliciter un transfèrement de la PNC aux FARDC dans le souci de défendre l'intégrité et la sécurité de mon pays », écrit-il.

Contacté par 7SUR7.CD, l'officier fait savoir que sa correspondance au chef de



l'Etat montre qu'il est « dépassé et débordé » par la dégradation de la situation sécuritaire dans la province du Nord-Kivu.

« Certains auront du mal à me croire et les autres interpréteront chacun à sa manière, mais pour moi si j'arrive à ce niveau, comprenez que je suis dépassé et débordé de la situation sécuritaire et l'implication du Rwanda dans les malheurs du Congo, mon pays », justifie-t-il.

Vaincue et désarmée en 2013, la rébellion du M23 soutenue par le Rwanda occupe plusieurs localités de la province du Nord-Kivu depuis juin dernier, après avoir repris les armes fin 2021 accusant le gouvernement congolais de non-respect de ses engagements dans la démobilisation et la réinsertion de ses combattants.

Glody Murhabazi, à Goma

Le bémol de Ndayishimiye ?

Sur place à Nairobi, au Kenya, le Président du Burundi et également Président en exercice de la Communauté de l'Est - EAC - a rassuré les Congolais du soutien sécuritaire des armées de la région. Avec des propos que Kinshasa n'a digéré, Evariste

Ndayishimiye a déclaré que la force régionale restera sur le sol congolais pour « assurer la sécurité » de civils et ce, « jusqu'à ce que le gouvernement de la RDC se constitue une armée et une police qui sera protectrice de tout le monde ».

« Je voudrais en profiter pour vous rassurer, chers Congolais, ceux qui ont pris des armes pour l'auto-défense n'ont plus raison car la région est là pour vous aider. La région restera avec vous, les armées de la région resteront avec vous pour assurer votre sécurité jusqu'à ce que le gouvernement de la RDC se constitue une armée et une police qui sera protectrice de tout le monde », a-t-il déclaré dans son mot d'ouverture de ces assises auxquelles participent la majorité de groupes armés qui endeuillent l'Est martyr de la RDC.

La crise sécuritaire en RDC, a martelé le burundais, a fait qu'il y ait dégradation de la situation humanitaire dans l'Est de la RDC avec des effets néfastes dans la région et surtout les pays frontaliers. « Non seulement les pays ont supporté les cours de déplacements massifs des congolais mais aussi des criminels transnationaux ont trouvé en RDC un environnement favorable pour s'abriter dans l'impunité ».

Pour Evariste Ndayishimiye, « il est donc temps qu'on accélère ce processus pour rapatrier ceux qui ont l'esprit de se ressaisir et nous occuper à anéantir le groupe terroriste qui fait vie dans cette zone ».

Kwamouth

Déjà 12 déplacés décédés à Bandundu ville

La situation humanitaire des déplacés qui ont fui les violences communautaires dans les territoires de Kwamouth et Bagata reste précaire dans la ville de Bandundu. Quatre décès ont été enregistrés parmi ces déplacés suite aux mauvaises conditions de vie, ont annoncé les autorités provinciales du Kwilu.

Le directeur de cabinet du ministre provincial des affaires humanitaires du Kwilu parle de deux adultes et deux enfants dont les corps sont placés à la morgue de Bandundu. Jérémie Bikele précise qu'ils sont à ce jour 1850 déplacés qui manquent de tout. Il plaide pour une assistance humanitaire en faveur de ces déplacés.

« Avec ces mauvaises conditions, nous avons encore enregistré quatre cas de décès des personnes, les corps sont encore à la morgue. C'est suite à certaines conditions de déplacement et aussi aux conditions de vie dans les familles d'accueil. Nous avons deux adultes et



deux enfants», a déclaré à ACTUALITE.CD Jérémie Bikele, directeur de cabinet du ministre provincial des affaires humanitaires.

Avec ces quatre déplacés morts à Bandundu, la ville a enregistré au total douze décès des déplacés de Kwamouth et Bagata depuis le début des atrocités.

Les violences communautaires à Kwamouth ont fait plus de 200 morts depuis juin. Elles ont atteint le territoire de Bagata au Kwilu où près de 40 personnes ont été tuées depuis septembre. Des centaines de maisons ont été détruites et incendiées, sans compter des milliers de déplacés.

Jonathan Mesa, à Bandundu

Communiqué Nécrologique



tion des Relations Publique et Hôtesse à la Direction Générale de la Société Commerciale des Transports et des Ports, SCTP (ex-ONATRA), décès survenu le samedi 19 novembre 2022 à la Clinique Ngaliema de Kinshasa.

En attendant le programme des obsèques, le recueillement a lieu à son domicile, sis N°220 de l'avenue Basankusu (croisement Mushi) dans la commune de Lingwala.

Pour ceux qui sont à Lubumbashi, le deuil se tient à l'adresse ci-après : Golf Malela, avenue Martin Muchebele, n°18. Référence école Ribambelle.

Pensées pieuses en mémoire de l'illustre disparue.

Ce communiqué tient lieu de faire part.

Monsieur Jean-Luc MUSHIMPAKO, Chef de Division à la RTEDUC du Ministère de l'EPST et Assistant Parlementaire de l'honorable Marie-Ange Lukiana, ainsi que les familles MUSHIMPAKO, KIBO et MILEBWE ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis, collègues et connaissances le décès de leur épouse, belle-fille et fille, Mme Francine ABIBA KIBO, cadre à la sous-direc-

Paix en RDC**António Guterres soutient les décisions adoptées à Luanda, promet l'appui de l'ONU**

António Guterres, Secrétaire général de l'ONU, suit le déroulement du processus de paix en RDC. Il salue la tenue du « Mini-Sommet sur la paix et la sécurité dans la partie orientale de la République démocratique du Congo » ayant eu lieu à Luanda le 23 novembre à l'invitation du Président Joao Lourenço et les décisions prises par les leaders régionaux pour établir un cessez-le-feu et effectuer le retrait du M23 des zones occupées.

Comme les leaders régionaux, il appelle également tous les groupes armés, congolais ou étrangers, à déposer immédiatement les armes et à rejoindre, comme indiqué, les processus respectifs de démobilisation, de désarmement, et de réintégration/rapatriement. Dans ce cadre, la MONUSCO a déclaré lundi 28 novembre qu'elle est disposée à offrir davantage son appui.

Cet engagement est également renouvelé par António Guterres particulièrement dans le souci de se coordonner avec la Force régionale de la Communauté de l'Afrique de l'Est pour fournir un soutien à l'opérationnalisation rapide du mécanisme de vérification ad hoc établi dans le cadre de la feuille de route de Luanda et pour continuer à aider le processus de Nairobi.

Le Secrétaire général réitère par ailleurs la disponibilité des Nations Unies à soutenir le retour des personnes déplacées vers leur région d'origine, en coordination avec les autorités nationales en charge, selon les cadres existants, et en conformité avec les principes du droit humani-



António Guterres le Secrétaire général des Nations unies, António Guterres

taire international et de ses provisions.

Selon les acteurs étatiques et humanitaires, cités par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA), environ 340 000 personnes ont été déplacées depuis que les combats entre l'Armée et les combattants du M23 ont éclaté dans le territoire de Rutshuru (Nord-Kivu) en mars, dont plus de la moitié sont des femmes.

La MONUSCO veut mettre en place un mécanisme de coordination avec la Force régionale de l' EAC

Par ailleurs, dans une déclaration faite ce lundi 28 novembre 2022, la Mission des Nations-Unies pour la Stabilisation de la République démocratique du Congo (MONUSCO) a salué la tenue du mini-sommet de Luanda et les décisions « fermes » qui s'en sont découlées.

La mission onusienne a, de ce fait, réitéré son engagement à soutenir tous les efforts diplomatiques engagés qui ont abouti, dit-elle, à ces décisions fermes pour une cessation des hostilités et le retrait du M23 des zones occupées.

Elle a aussi émis l'idée de mettre en place un mécanisme de coordination avec la Force régionale de la Communauté de l'Afrique de l'Est pour la résolution de la crise sécuritaire dans l'Est de la République démocratique du Congo.

« La MONUSCO a été officiellement saisie par le ministère des Affaires étrangères de la République démocratique du Congo pour l'appui à la mise en œuvre des décisions adoptées dans le cadre des processus de paix de Luanda et de Nairobi. A cet effet, la mission réitère son soutien à la mise en œuvre de toutes les dispositions relevant de son mandat », lit-on dans cette déclaration.

Et de poursuivre, « la MONUSCO est disposée à consulter toutes les parties prenantes au mini-sommet de

Luanda afin d'obtenir les clarifications nécessaires. Elle est également prête à mettre en place un mécanisme de coordination avec la Force régionale de la Communauté de l'Afrique de l'Est. Elle soutient aussi l'opérationnalisation rapide du mécanisme de vérification ad hoc, établi dans le cadre de la feuille de route de Luanda, et poursuit par ailleurs son appui au processus de Nairobi ».

La mission dit, par ailleurs, rester mobilisée pour la protection des civils avec une approche combinant la protection physique à travers ses composantes en uniforme et les efforts civils visant à l'engagement politique et l'amélioration de l'environnement de protection.

Pour rappel, le mini-sommet de Luanda a réuni le président angolais João Lourenço, en sa qualité de président de la Conférence Internationale pour la Région des Grands Lacs (CIRGL) et de médiateur désigné de l'Union africaine, de l'ancien président Uhuru Kenyatta, en sa qualité de facilitateur de la Communauté des Etats de l'Afrique de l'Est, du chef d'Etat burundais Evariste Ndayishimiye, le président de la Communauté des Etats de l'Afrique de l'Est ainsi le chef de l'Etat congolais Félix Tshisekedi et le rwandais Paul Kagame qui s'est fait représenté par son ministre des affaires étrangères.

Ce mini-sommet a entre autre donné 48h au M23 pour quitter les différentes localités congolaises occupées depuis avril dernier.

Depuis, certaines sources locales dans l'Est de la RDC renseignent une accalmie relative sur différentes lignes de front.

LPE

Selon la gouverneure de la BCC**La situation macroéconomique est restée stable**

Invitée à prendre la parole lors de la 78ème réunion du conseil des ministres tenue le 25 novembre 2022, la Gouverneure de la Banque Centrale du Congo, Malangu Kabedi, a fait le point sur la conjoncture économique du pays.

À l'en croire, la situation macroéconomique de la République démocratique du Congo est restée stable, quoique les effets de contrecoups du conflit russo-ukrainien persistent.

« Cette résilience est consécutive aux efforts et aux conjonctions des actions des autorités tant budgétaires que monétaires », a-t-elle fait savoir.

En outre, la gouverneure de la BCC a indiqué que l'accord conclu au niveau des services avec le Fonds Monétaire International (FMI) sur la troisième revue de la Facilité Elargie de Crédit (FEC), assorti d'un cadrage macroéconomique cohérent, a établi une croissance supérieure



à la moyenne de l'Afrique subsaharienne, une inflation contenue, dans un contexte de mobilisation accrue des recettes publiques.

« La décélération du rythme hebdomadaire des prix intérieurs s'est poursuivie au cours de la semaine du 11 au 18 novembre 2022. Le taux d'inflation hebdomadaire s'est situé à 0,20% contre 0,23% une semaine plus tôt, soit un taux d'inflation en cumul annuel de 11,3% contre un objectif de

12,9% à fin 2022 », a renchéri Malangu Kabedi.

La Gouverneure de la Banque Centrale du Congo a aussi signalé qu'au cours de la semaine sous analyse, le marché de change a été caractérisé par une quasi-stabilité dans ses deux segments.

En effet, le Franc congolais s'est légèrement déprécié de 0,03% s'établissant à 2.013,67 CDF le dollar américain à l'indicatif et à 2.106,67 CDF le dollar américain au niveau du marché parallèle.

« Les cours mondiaux des

produits de base intéressants l'économie congolaise sont restés globalement rémunérateurs », a-t-elle rassuré.

Toutefois, l'économie congolaise reste exposée aux facteurs de risques externes tels que :

- Les incertitudes de la fin de la guerre en russo-ukrainienne ;
- Le potentiel d'une récession de l'économie mondiale ;
- La persistance de l'inflation importée

- L'augmentation saisonnière de la demande intérieure en fin d'année.

Pour faire face à cette situation, la Gouverneure de la Banque Centrale du Congo a recommandé notamment le maintien des politiques économiques saines, pro-croissance et coordonnées et la mise en œuvre soutenue des réformes retenues dans le cadre du Programme avec le FMI.

Le Conseil des ministres a pris acte de cette note d'information.

Jephthé Kitsita/7sur7.cd

Prévue du 21 au 27 novembre

La semaine du tourisme fixée du 05 au 11 décembre 2022



La deuxième édition de la semaine congolaise du tourisme, initialement prévue du 21 au 27 novembre 2022, est reportée du 05 au 11 décembre 2022 à Kinshasa, annonce le ministère du Tourisme dans un communiqué de presse. « J'ai pris la décision de reporter cette activité aux dates précitées sur demande expresse des entités provinciales, des différents partenaires ainsi que des divers opérateurs institutionnels et non étatiques associés aux préparatifs et à la logistique de la deuxième édition de la semaine du Tourisme », a écrit le ministre du Tourisme Modero Nsimba.

« Le tourisme est considéré en République démocratique du Congo comme l'un des leviers majeurs de la diversification de l'économie. L'objectif est de mettre en valeur les atouts touristiques de la RDC, en vue de rendre plus visible et de manière durable la destination RDC », a-t-il souligné.

Selon le ministre, le but visé est notamment de valoriser les différents sites majeurs à travers divers segments afin d'en assurer la visibilité et surtout d'en promouvoir les différentes facettes.

Pour lui, la semaine touristique offre l'occasion d'une part, de mettre un accent particulier sur des actions à mener, allant dans le sens d'inviter les Congolais à considérer leur propre pays comme le premier

mier attrait pour le tourisme et, d'autre part, de mettre en exergue l'existence d'énormes potentialités tant touristiques qu'économiques dont il regorge. C'est aussi l'occasion d'attirer les investissements dans ledit secteur.

L'exposition foraine basée sur la chaîne des valeurs touristiques en RDC, regroupant toutes les parties prenantes du secteur (institutions publiques, secteur opérationnel et société civile) ; le forum sur le développement et la promotion du tourisme en RDC et les visites guidées sur les différents circuits ainsi que des animations et spectacles divers, figurent parmi des activités prévues au cours de cette semaine.

La première édition de la semaine du tourisme s'est déroulée du 27 septembre au 3 octobre 2021, à Kolwezi, dans la province de Lualaba, rappelle-t-on.

Elle avait comme thème : « *Tourisme et croissance inclusive* » et pour objectif, la revalorisation des atouts touristiques considérés aussi comme une alternative économique à l'activité minière.

Soulignons en passant que la ville de Kolwezi est considérée comme la capitale du cobalt en République démocratique du Congo et regorge aussi d'autres sites touristiques comme la place de l'indépendance qui rappelle l'histoire de l'indépendance du pays, souligne la source.

Dans cette ville, il y a la représentation de l'histoire minière, la représentation de la faune et de la flore du Congo. Le même site retrace l'histoire de la préparation du cuivre par « *les mangeurs* » du cuivre.

ACP

La réussite des ZES en Afrique tributaire des patronats nationaux

La réussite du développement des Zones économiques spéciales (ZES), en Afrique passe par l'appropriation des politiques des patronats nationaux dans chaque pays, a déclaré samedi, le ministre congolais de l'Industrie Julien Paluku Kahongya, lors de son intervention au lancement, à Niamey, capitale du Niger, de la toute première Zone Economique Spéciale de ce pays.



« Chaque pays africain doit s'efforcer à s'approprier sa politique de patronat national pour espérer réussir le développement d'une Zone Economique Spéciale et promouvoir ainsi la transformation locale de ses ressources naturelles », a soutenu le ministre Julien Paluku.

La maquette de cette zone économique spéciale a été dévoilée à l'intention des ministres africains de l'Industrie et du Développement économique, ainsi que des différents partenaires techniques et financiers qui ont participé du 20 au 25 novembre à Niamey au Niger, à la semaine de l'industrialisation africaine.

A cette occasion, le ministre Julien Paluku Kahongya a partagé l'expérience de la République Démocratique du Congo dont le pays est sub-

divisé en 6 espaces industriels formant des ZES, sous le leadership du Président Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo.

Aujourd'hui quelques zones économiques spéciales sont en expérimentation dont celle dite pilote de Maluku à l'Est de la ville de Kinshasa. Il y a aussi dans le viseur, le Haut- Katanga où sera installée la première usine de fabrication des précurseurs des batteries électriques et Musienene dans la province du Nord-Kivu.

Avec cette zone économique spéciale de Niamey, le Niger est sur la bonne voie a affirmé de son côté, le Directeur Général de l'Agence des Zones Économiques Spéciales-AZES de la RDC, Augy Bolanda

Outre la République Démocratique du Congo, plusieurs autres pays du continent ont partagé leurs expériences en la matière dont le Gabon avec sa Zone économique spéciale de Nkok.

ACP

Monde

Une semaine au vert pour les produits agricoles exportés de la RDC



semaine précédente, soit un écart positif de 0,01 USD.

La papaine devrait se vendre à 17,05 euros le Kg pour la période allant du 28 novembre au 3 décembre 2022 contre 16,86 euros le Kg une semaine auparavant.

Le cours des écorces de quinquina est projeté à 1,99 euro le Kg cette semaine contre 1,97 euro le Kg la semaine passée, soit une légère hausse de 0,02 euro.

Les principaux produits agricoles et menus forestiers exportés de la République Démocratique du Congo (RDC) devraient se négocier en hausse cette semaine sur le marché international.

D'après les experts de la Commission nationale des mercuriales du ministère du Commerce extérieur, les deux variantes de café congolais notamment l'arabica et le robusta affichent une tendance stable sur le marché et se négocient respectivement à 2,52 USD le Kg et 1,81 USD le Kg.

Le caoutchouc aussi demeure stable sur le marché international à 0,65 USD le Kg.

Par ailleurs, le cacao est en légère hausse à 1,35 USD le Kg cette semaine contre 1,34 USD le Kg la

La poudre de totaquina devrait être vendue à 58,20 euros le Kg cette semaine contre 57,60 euros le kg la semaine passée, soit une hausse de prix de l'ordre de 0,6 euro.

Le même document renseigne que les produits tels que le sel de quinine et le rauwolfia devraient enregistrer une hausse de prix et se vendre respectivement à 98,94 euros le Kg cette semaine contre 97,92 euros le Kg la semaine passée et à 1,65 euro le Kg cette semaine contre 1,63 euros le Kg la semaine passée.

Mitterrand Masamuna/
zoom.eco

Zone Ouest

Le prix du carburant en hausse : le litre de l'essence passe de 2.695 Fc à 2.855 Fc

Le ministère de l'économie nationale vient de revoir à la hausse le prix du carburant à la pompe dans les zones d'approvisionnement Ouest, Est, Nord et Sud. A Kinshasa, le litre d'essence est passé de 2,695 Fc à 2,855 Fc soit une augmentation de 160 Fc.



(Ci-dessous la nouvelle tarification) :

Dans la zone Ouest :
l'essence à 2.855 Fc
le pétrole à 2.450 Fc
le Gazoil à 2.845 Fc

Dans la zone Nord :
l'essence à 3.400 Fc
le pétrole à 2.900 Fc
le Gazoil à 3.450 Fc

Dans la zone Est :
l'essence à 3.400 Fc
le pétrole à 2.900 Fc
le Gazoil à 3.450 Fc.

Dans la zone Sud :

l'essence à 3.345 Fc
le pétrole à 3.000 Fc
le Gazoil à 3.485 Fc

Carburant d'aviation :

Zone Ouest à 2.885 Fc
Zone Est 2.952 Fc
Zone Sud 3.100 Fc

Toutefois, le ministère de l'économie nationale justifie cette hausse par l'évolution des paramètres de la structure des prix des produits pétroliers. Cette mesure poursuit-il, vise à soulager la trésorerie des sociétés pétrolières et maintenir le système d'approvisionnement du pays.

Chris Kalu

Maniema

La régénération naturelle assistée des jachères agricoles à l'ordre du jour à Pangni

L'Association des pisciculteurs d'Alunguli, du territoire de Pangni (Maniema) a lancé, lundi 28 novembre, le projet d'appui à la régénération naturelle assistée des jachères agricoles.



déforestation au Maniema ». Il a souligné que la régénération naturelle assistée est une pratique m o i n s

couteuse et facilement adaptée par des paysans.

Pour l'ingénieur Johnson Mahamudi, ce projet se propose d'assurer la protection de l'environnement.

L'Association des pisciculteurs d'Alunguli va former les paysans et le doter des matériels pour leur permettre de bien exécuter leurs travaux agricoles.

Financé par la GIZ BGF, ce projet sera exécuté dans le groupement de Babongolo, secteur de Wakabango II dans le territoire de Pangni (Maniema).

Ituri

L'ISP Bunia lance le 3e cycle de son école doctorale en didactique des disciplines

L'Institut supérieur pédagogique de Bunia (Ituri) a ouvert ce lundi 28 novembre le troisième cycle de l'école doctorale en didactique des disciplines. Il s'agit du pool de l'école doctorale de l'Institut supérieur pédagogique de Bukavu avec huit filières dont le Français, l'Anglais, la psychologie et l'informatique. Le but est d'assurer la relève du corps professoral et permettre une bonne formation académique. Le vice-gouverneur de province qui a présidé cette cérémonie a appelé les jeunes à saisir cette opportunité pour contribuer au développement de la science.



jeunes iturienne doit s'approprier. Si on veut aboutir, il faut affronter toutes les difficultés qui se trouvent sur le passage. Si celui qui se détermine pour aboutir à quelque chose, il va y arriver. C'est la volonté qui compte avant toute chose », a indiqué Bura Polunyo.

De son côté, le vice-gouverneur de province, le général Benjamin Alongaboni a indiqué que l'ouverture de ce pool de formation est une preuve de plus que l'Ituri n'est pas synonyme de guerre, il regorge d'une crème intellectuelle pour la gestion du pays.

Le général Benjamin Alongaboni appelle les fils et filles de l'Ituri à œuvrer pour la paix :

« L'ouverture de ce pool de troisième cycle de l'école doctorale en didactique des disciplines est une preuve, une fois de plus qu'en Ituri, il n'y a pas que des gens qui font la guerre. Luttons tous pour extirper en nous cette haine viscérale qui sévit dans nos communautés ».

Cinquante candidats sont déjà inscrits dans cette promotion dans différentes filières tels que l'Anglais, le Français, la physique, la psychologie, l'informatique et l'Histoire.

Butembo

Le parlement d'enfants sensibilise sur l'inclusion de l'enfant dans la communauté

Les enfants participants à la conférence débat organisé lundi 28 novembre à Butembo (Nord-Kivu) par le parlement d'enfants de



des acteurs qui peuvent ramener la paix dans notre zone parce qu'ils sont affectés par cette question de l'instabilité de la situation sécuritaire ».

Butembo-Lubero ont appelé la population dans son ensemble, à faire de sorte que « les enfants soient les premiers acteurs de leur protection afin qu'ils contribuent à l'éradication des antivaleurs dans la communauté ».

Cette activité s'est inscrite dans le cadre de la journée internationale des droits de l'enfant célébrée le 20 novembre de chaque année. Elle a réuni des élèves des écoles de Butembo.

D'après Reagan Bangaghe, président du parlement d'enfants de Butembo-Lubero, il était important de faire comprendre aux représentants d'élèves de différents établissements scolaires de la ville, la notion sur « l'inclusion de l'enfant », afin qu'à leur tour, ils puissent véhiculer le même message dans leurs écoles respectives :

« C'est les appeler (Ndlr : les enfants) à une bonne participation car, sans eux, leur protection ne sera pas effective. On ne pourra pas espérer à leur meilleure protection sans qu'ils ne s'impliquent. Ils font donc partie

C'est donc dans ce cadre que le président du parlement des enfants a également évoqué la loi portant protection de l'enfant garantissant la liberté d'expression et par ricochet la participation à la vie communautaire.

« Aussi ils ne doivent pas collaborer avec ceux-là qui sèment des troubles. Lorsqu'on a des enfants qui s'abstiennent à participer aux activités qui occasionnent des troubles dans la zone, c'est une façon d'éliminer ces mauvaises pratiques dans la contrée. Et en famille, pour créer la paix, ils ont intérêt à respecter tout ce qu'ils ont comme devoir afin qu'ils jouissent de leurs droits et tissent une bonne collaboration avec les parents. Ils doivent donc participer non seulement aux actions de la communauté mais surtout à celles de la famille parce que c'est de là que commence la vraie inclusion pour que règne un climat de paix pour le bien de toute la communauté », a conclu le président du parlement d'enfants de Butembo-Lubero.

Lomami

Pas de visa pour le projet d'édit portant reddition budgétaire

Les députés provinciaux de Lomami ont rejeté samedi 26 novembre le projet d'édit portant reddition des comptes de la province. Les députés justifient ce rejet par l'incohérence qui caractérise, selon eux, l'exécution du budget de l'exercice 2021 particulièrement celle des données et l'absence des pièces justificatives.

Ainsi, sur 19 députés provinciaux présents à la plénière, 11 ont voté pour le rejet de ce projet d'édit.

Selon le condensé du rapport lu par le président de la commission permanente économique et financière de l'assemblée provinciale, la gestion des fonds de la province n'a pas été orthodoxe et les résultats attendus n'ont pas été probants.

Le président de l'assemblée provinciale de Lomami, Dr Bertros Kabey constate que ce projet d'édit violait certains principes de la loi des finances publiques :

« Il s'agit des principes de l'unité, de l'universalité, de la spécialité, de la légalité des recettes mais aussi de la sincérité. Ce projet d'édit ne représenterait pas la réalité, manquerait de la sincérité dans la transmission des



données. Il y a l'incohérence des données. Les éléments constitutifs de ce projet d'édits étaient en nombre incomplet, mais aussi des discordances et des aberrations des données ».

Pour lui, les irrégularités constatées dans ce projet d'édit par l'assemblée provinciale ont également été fustigées dans le rapport publié par la cour des comptes. L'attitude de l'autorité budgétaire va servir de leçon aux nouveaux dirigeants, a dit le président de l'assemblée provinciale.

« C'est pour que ça serve au gouvernement actuel, lors de l'élaboration du projet d'édit portant reddition des comptes de l'exercice 2022 d'observer les recommandations, les observations qui ont été formulées par la cour des comptes et l'assemblée provinciale et se conformer à ce que la loi prévoit en cette matière », ajoute-t-il.

Le gouvernement provincial de Lomami n'a pas encore réagi à ce rejet. Le budget précédent a été exécuté à la fois par l'équipe gouvernementale précédente qui a été déchuée et par celle actuellement en exercice.

Kisangani

Le ministère des Droits humains et le BCNUDH forment sur la justice transitionnelle



se passe dans leur province, quels sont les genres des violations des droits de l'homme qui ont été commises, est-ce qu'ils veulent bien que les auteurs des infractions puissent être pardonnés ou ils veulent qu'ils puissent être poursuivis par les tribunaux locaux ou internationaux et quel genre de réforme ils veulent, quel genre de réparation ils veulent ... », a indiqué le conseiller du ministre des Droits humains, Kasa Mabika sur la nature des informations à recueillir sur le terrain.

Une délégation du ministère des Droits humains, en collaboration avec le Bureau conjoint des Nations unies aux Droits de l'homme (BCNUDH), a débuté ce lundi 28 novembre à Kisangani (Tshopo), une formation de trois jours sur la justice transitionnelle.

Cette activité concerne les membres de l'équipe consultative dans le cadre des consultations populaires en RDC.

Elle porte notamment sur les graves violations des droits de l'homme, le droit international humanitaire et la justice transitionnelle.

Les personnes en formation seront également éduquées sur l'éthique et l'histoire des crimes commis dans la province de la Tshopo.

« Ils doivent recueillir l'information sur la vérité par exemple, qu'est ce qui

Selon Me Rachel Kabamba, participante, les enquêteurs sont prêts à être déployés sur le terrain. Ils espèrent que les données qui seront récoltées rendront justice :

« Nous pensons que les données que nous allons récolter sur terrain ça va aider à réprimer les auteurs-là, donc ça va aider tant soit peu pour qu'il y ait la justice en RDC. Tout ce que nous souhaitons, c'est les répressions des cas-là que nous allons récolter sur terrain... ».

A quelques jours de la descente sur le terrain, le conseiller du ministre des Droits humains appelle la population à coopérer avec les enquêteurs « en déliant leurs langues ».

Kinshasa

L'Unikin sous menace de 100 têtes d'érosions

Les experts de l'Office des voiries de drainage (OVD) a fait lundi, la prospection de 100 têtes d'érosions qui menacent le site de l'Université de Kinshasa (UNIKIN) pour envisager des travaux de lutte antiérosive.



« Nous avons écrit au ministre des Infrastructures, travaux publics et reconstruction (ITPR) et à notre ministre de tutelle ainsi qu'au directeur général de l'OVD pour savoir où se situe le problème des érosions qui menacent les infrastructures de l'UNIKIN. Cette visite de l'OVD est le début de la prospection », a déclaré le recteur de l'UNIKIN, Pr Jean-Marie Kayembe, lors d'une séance de travail avec cette délégation.

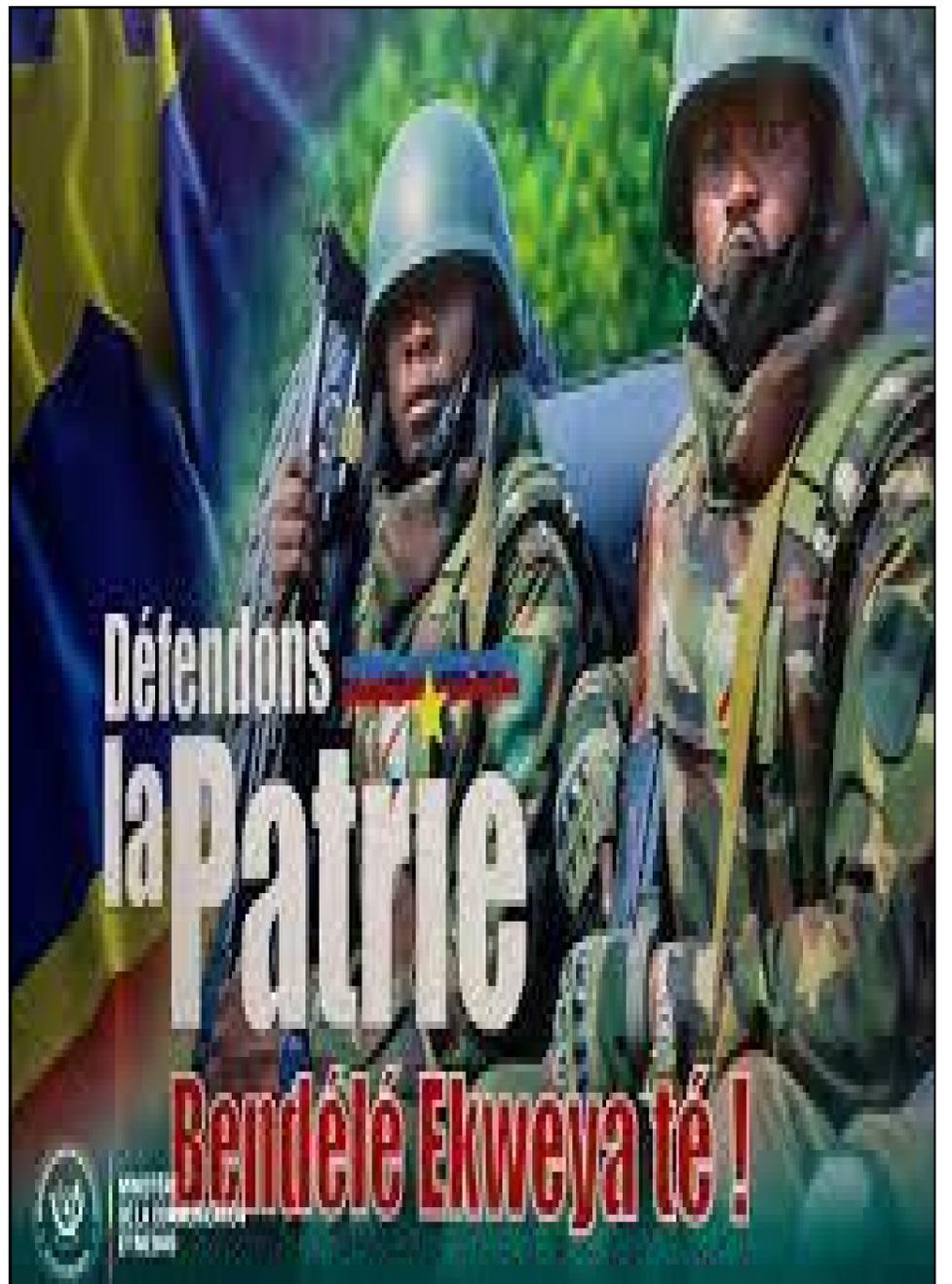
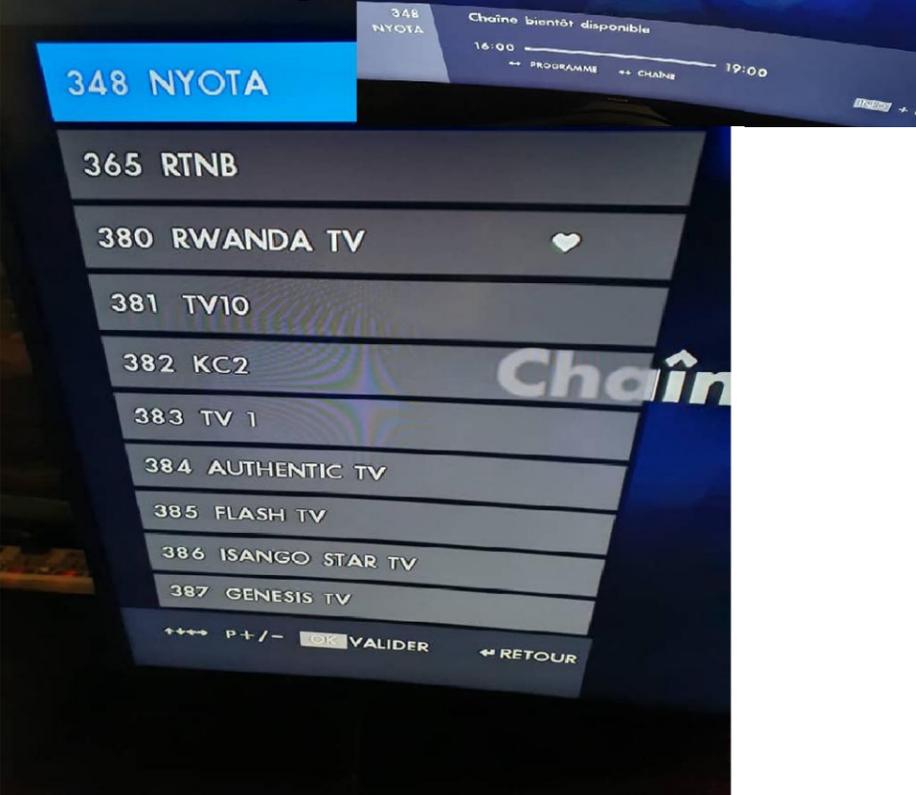
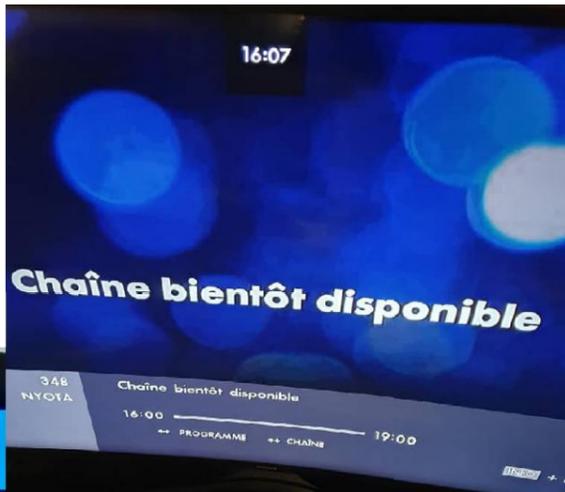
Le recteur de cette alma mater a remercié, à cette occasion, toutes les autorités précitées pour ce début de solution à ce problème d'érosions dans le site de l'UNIKIN, révélant que ces érosions coupent déjà des voies d'accès, des résidences et des services abrités sur ce site universitaire.

Lors des états généraux de l'UNIKIN, tenus du 01 au 04 novembre 2022, les intervenants avaient relevé plus de 67 têtes d'érosions qui se sont renforcées à près de 100 têtes du fait des dernières pluies diluviennes.

L'UNIKIN créée en 1954 alors l'Université de Lovanium, abrite notamment des bâtiments de 13 facultés, des laboratoires et centres de recherche, les résidences de plateau des professeurs et des étudiants, le Centre régional d'études nucléaires de Kinshasa/Commissariat général à l'énergie atomique (CREN-K/CGEA) et les Cliniques universitaires de Kinshasa.

Nyota TV sur Canal+

(Retrouvez-nous sur 356 Canal+ !)



2023 : Des raisons de douter

Face à un déficit de confiance des acteurs politiques et de larges franges du peuple congolais, la CENI s'esouffle sans aucune visibilité populaire. Aucun plan de financement du processus électoral présenté, une logistique opérationnelle trébuchante et déficitaire et une crise politique qui se cristallise autour d'elle. Le calendrier Kadima est tombé telle une météorite étant donné que personne n'en cerne avec clarté, les garanties de mise en œuvre. L'équipe Kadima a raté son rendez-vous avec le peuple congolais. L'administration électorale aura passé tout son temps enfermée, cloisonnée et monologuant tout en multipliant des indices d'inexpérience avant de se réveiller dans la précipitation. Certes, le calendrier était très attendu. Acteurs politiques et activistes de la société civile s'en préoccupaient. Malheureusement, sa publication vient renforcer l'incertitude quant à la tenue effective des élections en 2023.

D'après de nombreux experts, la CENI a péché par vice de procédure en amont de la grande annonce du calendrier. Elle n'a pas suffisamment préparé la nation congolaise sur les réponses pertinentes aux contraintes dudit calendrier. Car, un calendrier sans garantie de mise en œuvre est une paperasse qui ne rassure personne, eu égard au financement du processus électoral en cours. Il s'agit également des garanties logistiques claires et visibles. Si l'équipe Nangaa avait bénéficié de la logistique des Forces armées de la RDC (FARDC) avec des centaines de camions transporteurs des kits notamment mis à sa disposition par le gouvernement congolais, rien de concret ne s'annonce chez Denis Kadima. Les questions sécuritaires et les arriérés législatifs que la CENI semble minimiser constituent tout autant des obstacles non négligeables dans la conduite du processus électoral.

Un calendrier dictatorial et irréaliste

L'élaboration d'un calendrier électoral devrait obéir à une méthodologie de quête



Denis Kadima, le président contesté de la commission électorale nationale indépendante
@Photo Droits tiers

de plus de consensualiste du processus électoral en amont. Pour une CENI manchote installée en toute rébellion constitutionnelle, elle se devait de prendre des précautions raffinées dans l'étoffement du principal outil de son action. Le calendrier étant pris comme le gouvernail du cycle électoral complet. Dans son élaboration, l'expérience renseigne que l'administration électorale devrait consulter toutes les parties prenantes au processus électoral. Partis politiques de gauche comme de droite, société civile proche du pouvoir ou non et les différentes institutions impliquées dans l'opérationnalisation des élections. Discuter, partager sa vision et promettre aux uns et aux autres un outil à même de construire la confiance et régenter un consensus autour du processus électoral. "Ils nous ont invité le mercredi pour nous informer qu'ils prévoyaient de publier le calendrier électoral le samedi. Il y a un problème de transparence", a réagi un mandataire de parti politique à l'issue d'une réunion de concertation avec le leadership de la Commission électorale nationale indépendante (CENI). Denis Kadima a raté toute la phase préparatoire censée offrir des piliers de confiance au calendrier électoral. Dans ces conditions, la CENI opère comme une dictature électorale qui ne tient compte ni des partis politiques, ni de la société civile moins encore des forces vives de la nation.

Un calendrier électoral à sens unique

L'équipe Kadima croit qu'avec le seul soutien de l'Union sacrée, elle ferait triompher sa manigance.

Croyant coincer l'opposition et l'ensemble de la société civile, la Centrale électorale plante dangereusement les germes d'un conflit post-électoral âpre et étouffant, a alerté un proche de Martin Fayulu. Dans ce décor, la CENI actuelle risque d'être pire que celle dirigée jadis par Corneille Nangaa. Or, l'Union sacrée de la nation elle-même connaît de profondes dissensions internes, si l'on en croit les dernières déclarations du secrétaire général de l'UDPS. La CENI Kadima est en train de passer de sa posture d'une institution imposée à celle d'une administration électorale qui impose tout. Le calendrier électoral du 26 novembre 2022 souffrira de manque d'adhérents étant entendu qu'il ne se place ni au milieu du village, ni à la disposition de toutes les sensibilités sociopolitiques de la République démocratique du Congo.

Absence d'un plan de financement des élections

Le calendrier Kadima qui souligne officiellement le retard dans le décaissement des fonds électoraux et le souci de l'autonomie de gestion par la CENI, lance à la nation un message de détresse. Ce qui laisse présager un blocage des opérations électorales dans le futur avec conséquence de faire glisser très professionnellement ledit calendrier. Pour un autre opposant contacté par Ouragan.cd, "ce calendrier est une distraction politique pour tenter de tendre le piège de son rejet par l'opposition. Ils savent qu'ils ne seront jamais capables de l'exécuter car la feuille de route elle-même a été régulièrement violée par la CENI". Un avis qui force l'incertitude d'un lendemain

électoral rassurant en République démocratique du Congo.

Crise politique et guerre du M23

Jusqu'à présent, la Commission électorale nationale indépendante (CENI) esquivait les acteurs politiques les plus importants. Si elle a rencontré certaines formations politiques de la majorité et celles qui ne s'opposent pas vraiment à sa nature illégitime et à son action de faible impact populaire, elle a mis toutes ses énergies à contribution pour se dérober du débat électoral avec les candidats présidents de la République. Ayant utilisé la Commission d'intégrité et de médiation électorale (Cime) pour tenter d'arracher un avis favorable à Martin Fayulu, la délégation a été rabrouée et traitée avec rudesse au quartier général de l'Écidé. La mission de ces confessions religieuses fut stoppée nette sans expliquer à la nation quels en seraient les véritables bénéficiaires dans l'avancement du processus électoral. La CENI actuelle demeure grippée d'une crise de confiance sévère. Presque tous les candidats déclarés à l'élection présidentielle de 2023 lui tournent strictement le dos. Martin Fayulu, Matata Ponyo, Jean-Marc Kabund, Adolphe Muzito, Frank Diongo, Moïse Katumbi, Delly Sesanga, Denis Mukwege, Lisanga Bonganga et les autres ne cessent d'exiger le renouvellement des animateurs de la centrale électorale pour susciter un début de confiance vis-à-vis de cette institution d'appui à la démocratie. D'autre part, la guerre qui embrase les provinces de l'est de la République démocratique du Congo n'offre pas du tout toutes les chances de bon déroulement des élections. L'enjeu ayant trait à l'identification et enrôlement des électeurs est déjà boudé par plusieurs acteurs congolais. Non seulement la cartographie des centres d'inscription des électeurs n'inspire aucune confiance chez les politiciens, mais aussi les mouvements incessants des populations sont susceptibles d'ouvrir la voie à l'infiltration d'étrangers dont l'ambition demeure de contrôler le système de gouvernance de la République démocratique du Congo.

Jeanric Umande/
ouragan.cd

Amérique**Le plus grand volcan actif du monde entre en éruption à Hawaï**

l'USGS. Mais «les premières phases d'une éruption du Mauna Loa peuvent évoluer vite et l'emplacement et l'avancement des coulées de lave peuvent changer rapidement», avait prévenu l'Institut dès sa première note, dimanche.

Les vents pourraient aussi charrier du «gaz volcanique et des cheveux de Pélé», des

Le plus grand volcan actif du monde, le Mauna Loa, situé à Hawaï, est entré en éruption pour la première fois en près de 40 ans, projetant des cendres aux alentours lundi matin sans pour l'heure menacer les habitations.

L'éruption a débuté dimanche soir à 23H30 locales (09H30 lundi GMT), a annoncé dans un message d'alerte l'Institut de géophysique américain (USGS). «La lave est toujours en éruption au sommet et déborde de la caldeira», a-t-il expliqué lundi, précisant que cela ne représentait «actuellement aucune menace pour les zones habitées».

Aucune évacuation n'a été ordonnée par les autorités, mais certaines routes sont fermées par mesure de précaution.

«Il n'y a pas d'indication d'une quelconque progression de l'éruption vers une zone de rift», qui permet au magma de voyager plus facilement sous terre, avait déclaré plus tôt

fibres de verre volcaniques, a affirmé l'USGS. Les services météorologiques américains (NWS) ont averti que des cendres volcaniques et des débris pourraient s'accumuler autour du volcan. Cela peut causer une gêne respiratoire chez les habitants ou perturber le fonctionnement des moteurs ou des systèmes électroniques.

Le Mauna Loa, qui s'élève à 4.169 mètres, est situé sur l'île de Hawaï, la plus grande de cet archipel du Pacifique. Le volcan est entré en éruption 33 fois depuis 1843. Sa dernière en date remonte à 1984, et avait duré 22 jours.

«Le fait qu'il s'agit d'une montagne dangereuse qui n'est pas entrée en éruption depuis 1984 – la plus longue pause éruptive de son histoire – est la raison pour laquelle nous devrions tous surveiller ce qui se passe», a commenté sur Twitter le volcanologue Robin George Andrews.

Cameroun**Le bilan du glissement de terrain de Yaoundé s'alourdit**

Selon les autorités de Yaoundé, au moins quatorze personnes sont mortes dans l'éboulement dimanche d'une colline du quartier Damas, situé dans la partie sud de la capitale camerounaise, alors qu'elles assistaient à une cérémonie de funérailles.

L'association Ngo'o Ndé du rond-point Damas, représentant les communautés du département du Ndé, dans la région de l'Ouest, organisait dimanche après-midi une cérémonie en l'honneur de plusieurs de ses membres décédés cette année. À proximité d'un talus non consolidée, une tente avait été installée pour abriter les invités quand un pan de terrain s'est effondré, elle a été emportée.

« Subitement, on entend des cris »

« Dès lors que la cérémonie commence, je ne sais pas ce qu'il s'est passé, raconte cette femme rescapée... Mon petit frère a vu l'éboulement, quand il a vu que la terre tombait, il m'a projetée dehors. » « Subitement, on entend des cris, il y a un écroulement de terrain, témoigne un autre rescapé. Dans la tente où nous étions assis, on se retrouve engloutis par la terre. C'est là qu'on parvient à me retirer. Tous ceux qui étaient autour de nous sont morts. »

Quatorze décès ont été confirmés



lundi soir par les autorités. « Sur place, nous avons dénombré dix corps, détaille le gouverneur de la région du Centre, Naseri Paul Béa. Mais avant notre arrivée, il y avait quatre corps déjà évacués et il y a plus d'une dizaine de cas graves aussi qui sont dispersés dans les hôpitaux. »

Une école et une église fermée

Le site de l'éboulement est une zone dangereuse, selon le gouverneur, qui estime que les populations devraient réfléchir à quitter les lieux. Les autorités affirment avoir délimité un périmètre de sécurité et fermé une école et une église situées à proximité de la zone à risque.

La ministre de l'Habitat, Célestine Ketcha Courtes, s'est rendue sur place dimanche soir. Saluant le travail des sapeurs-pompiers et des riverains venus porter assistance aux victimes, elle a adressé ses condoléances aux familles endeuillées.

Côte d'Ivoire**Les partenaires sociaux recommandent une hausse de 25% du salaire minimum**

Les organisations patronales et syndicales se sont accordées sur une augmentation de 25% du salaire minimum interprofessionnel garanti (Smig) et se disent prêtes à l'appliquer début 2023. Si elle est validée par le gouvernement, la mesure doit permettre de répondre au contexte d'inflation mais pour certains syndicats, cette hausse reste insuffisante.

Avec une hausse de 25%, le salaire minimum passerait de 60 000 à 75 000 francs CFA, soit environ 115 euros. Les négociations autour de la revalorisation du Smig ont débuté en juillet dernier entre le patronat et les centrales syndicales. Le but est de faire face à la flambée des prix de première nécessité, conséquence de la pandémie de Covid-19 et de la guerre en Ukraine.

Stéphane Aka-Anghui, le directeur exécutif de la Confédération générale des entreprises de Côte d'Ivoire, juge important ce relèvement du salaire minimum à 75 000 francs CFA. Selon lui, elle est nécessaire pour répondre à l'urgence actuelle sans pro-



voquer de cycle inflationniste dans le pays.

Pour sa part, le président de la plateforme nationale des syndicats du public et du privé, Zadi Gnagna Théodore, salue également la mesure. Mais il l'estime insuffisante au vu de l'augmentation du coût de la vie ces dernières années. La centrale, qui n'a pas participé aux discussions, défendait un Smig à 90 000 francs CFA pour améliorer le pouvoir d'achat des travailleurs du secteur privé.

En cas d'accord avec le gouvernement, le patronat pourrait appliquer cette revalorisation dès le 1er janvier prochain. Une nouvelle séance de négociations devrait suivre pour fixer les différentes bases de salaires pour chaque secteur d'activité.

Guinée Bissau**Une manifestation contre les violences faites aux hommes**

Des centaines d'hommes vêtus de tee-shirts blancs et portant des pancartes ont manifesté, lundi 28 novembre, pour montrer que les violences conjugales ne touchent pas que les femmes et aussi dénoncer publiquement les violences

dont certains hommes souffrent en silence dans leur couple.

« Si la femme n'est pas un tam-tam, l'homme n'est pas un bombolong », pouvait-on lire sur les pancartes des marcheurs présents dans la manifestation contre les violences faites aux hommes.

À l'origine de cette marche inédite: une femme qui a émasculé son conjoint après une dispute. Ce dernier, ivre, dormait profondément au moment des faits. L'affaire, relayée sur les réseaux sociaux, était la violence de trop pour ces hommes sortis pour dire leur ras-le-bol dans la rue.

« Ça suffit maintenant »

« Nous avons enregistré ces trois derniers mois de graves cas de violence faites aux hommes. Une femme jalouse a assommé à coup de gourdin son mari. Une autre a



Une vue aérienne de Bissau en mars 2019 (image d'illustration). AFP-EMILIE IOB

versé de l'eau bouillante sur les jambes de son mari pour l'empêcher d'aller seul en boîte. À Buba, dans le sud du pays, une autre femme a écrasé les testicules de son mari, raconte Maiga Indjai activiste et organisateur de la marche, la liste est longue. Ça suffit maintenant ».

Quelques femmes sont venues pour soutenir les manifestants. « La cause, c'est l'impunité. Il faut punir sévèrement les violences faites aussi bien aux femmes qu'aux hommes pour décourager ceux qui pratiquent de tels actes », estime Joséphine, l'une des manifestantes.

En manifestant, ces hommes souhaitent que leurs congénères victimes de violences dans le couple ne restent plus silencieux, car généralement, les hommes qui sont victimes n'osent pas en parler.

" Allons tous nous faire enrôler ", la chanson qui sensibilise la population à l'enrôlement

Werrason, Reddy Amisi, Rebo Tshulo, Jeannot Bombenga, Awilo Longomba, Héritier Watanabe, Mbilia bel, Sista Becky, Poison Mo-



butu et Samarino mobilisent la population congolaise à s'enrôler massivement pour participer aux prochaines élections. Cette chanson intitulée « Allons tous nous faire enrôler » a été lancée quelques heures après que la commission électorale nationale indépendante, CENI, a dévoilé le calendrier électoral. En effet, cet opus est une initiative de cette institution d'appui à la démocratie. Elle avait exprimé, en septembre dernier, sa volonté d'impliquer les artistes musiciens congolais dans le processus électoral au cours d'une séance de travail avec leurs représentants.

La chanson « Allons tous nous faire enrôler » est déjà présente sur toutes les plateformes de téléchargement. Dans le morceau de cinq minutes, les musiciens repren-

ent à l'unisson « Il est temps, il est le temps, allons tous nous enrôler ». Le message est aussi repris dans toutes les langues nationales sous forme d'une

interpellation au peuple congolais sur l'importance des élections. « Vous devez vous enrôler dans votre circonscription électorale, n'allez pas ailleurs, vous devez être munis de votre carte d'électeur ou l'équivalent d'une carte d'identité », exhortent-ils.

Dans le même registre, ces artistes musiciens reviennent sur certaines notions du devoir civique. Le clip conscientise les compatriotes de la diaspora congolaise, les personnes vivant avec handicap, les peuples à se faire également enrôler pour exprimer, le moment venu, leurs choix en désignant les prochains dirigeants. Ils prêtent leurs voix à la sensibilisation de la population pour l'opération d'identification et d'enrôlement qui va être officiellement lancée par la CENI le 24 décembre 2022.

Saint Hervé M'Buy/ouragan.cd

Héritier Wata au stade des Martyrs, l'aspect sécuritaire crée l'incertitude

En perspective du concert du chanteur Héritier Watanabe dit « Moto na Tembe », le 25 décembre prochain au stade des Martyrs, le ministre de la Communication et médias, Patrick Muyaya, au cours d'un récent briefing de presse, indiqué que le problème n'est pas d'annuler cet événement, mais plutôt de savoir prendre des précautions sécuritaires. Une déclaration qui a créé une incertitude chez les « Spiritas » (NDLR : appellation des fans de l'artiste Héritier Wata) et autres mélomanes. Sans doute, le concert de Fally Ipupa le 29 octobre dernier au stade des Martyrs de Kinshasa aura laissé un mauvais souvenir, non seulement dans la tête des gestionnaires de cette arène, mais aussi des autorités étatiques, suite au débordement qui avait causé la mort de 15 personnes, dont deux agents de l'ordre, selon la police.

À en croire le porte-parole du gouvernement, l'important serait de renforcer les mesures sécuritaires en marge de tous les grands événements annoncés dans un futur proche au stade des Martyrs, y compris le concert du chanteur Héritier Watanabe le 25 décembre 2022.

... Certaines ouvertures du stade des Martyrs sont fermées pour cause des travaux. Je ne saurais pas dire si le concert du 25 décembre doit avoir lieu ou pas. Le débat n'est pas à ce niveau, mais plutôt au niveau de savoir comment prendre des précautions sécuritaires chaque fois qu'on organise des grands événements, a déclaré Patrick Muyaya.

En outre, le ministre de la communication a estimé que le drame survenu lors

du concert de Fally au même lieu devrait servir de leçon à tout le monde afin que toutes les dispositions soient prises pour assurer la protection des spectateurs.

Nous devons toujours nous rassurer que le stade dispose de plusieurs portes pour permettre aux gens de sortir aisément et éviter ainsi le pire. Nous prendrons des dispositions pour que cela ne se reproduise plus, a-t-il assuré.

Sans perdre du temps, La Pulga a eu



une réunion la semaine dernière avec le comité d'organisation de son concert du 25 décembre au stade des Martyrs.

Signalons que l'artiste a déjà commencé la promotion de son big événement. D'ailleurs, selon ses proches, il avait lancé campagne au lendemain du concert de son collègue El Mara.

Plusieurs personnes suggèrent au leader de la « Team Wata » de se mettre en ordre avec l'État pour éviter le sort réservé à l'un de ses anciens collègues de Wenge Musica Maison Mère en l'occurrence Céleo Scram. L'animateur avait vu sa production au Stade YMCA dans la commune de Kalamu annulée pour défaut d'autorisation de la municipalité.

Raphaël Mansangu/ouragan.cd

Le café littéraire du collectif Bookutani fait ses premiers pas en Belgique

Le premier café littéraire de Bookutani s'est tenu vendredi 25 novembre au sein de l'ambassade de la République démocratique du Congo auprès du Benelux. À l'occasion, ce nouveau cadre a valorisé la littérature congolaise mais aussi africaine. L'information a été communiquée Ouragan.cd par l'une des co-fondatrices du Collectif littéraire Bookutani et directrice du Prix Émilie-Flore Fagnond, Élodie Ngalaka.

Axé autour du thème : « Prix littéraire : enfer ou paradis ? » et organisé sous le haut patronage de Christian Ndongala Nkuku, le premier café littéraire de Bookutani a bel et bien été une occasion de redonner à la littérature congolaise ses lettres de noblesse.

Les figures de proue du collectif ont constaté que depuis un certain temps, les livres et l'auteur congolais avaient du mal à briser le plafond de verre pour être mieux vendu ailleurs.

Parlant au nom du collège de fondateurs de Bookutani, Élodie Ngalaka est d'avis que cette première tentative a apporté à sa manière, une bouée de sauvetage à la littérature congolaise. « Bookutani



Le président équato-guinéen Teodoro Obiang Nguema prend la parole après avoir voté, à Malabo, lors des Les panélistes du premier café littéraire de Bookutani @Photo Droits tiers

suivant ses objectifs de valorisation de la littérature congolaise, avait disposé sur deux tables quelques exemplaires de romans et de bandes dessinés exclusivement écrits par des auteurs congolais.

Nombreux sont ceux qui découvrirent pour la première fois quelques titres de notre littérature et nous assurèrent que leur bibliothèque familiale allait s'enrichir. Le public a acquis des exemplaires des quelques auteurs présents et repartir avec leur livre dédié», a-t-elle indiqué.

Les œuvres de Bienvenue Séné Mongaba, cette auteur congolais qui est passée de la vie à trépas, ont attiré l'attention d'un grand monde, surtout qu'en plus le « Séné », dictionnaire multilingue conçu par no-

tre regretté défenseur des langues nationales congolaises eut lui aussi un franc succès, beau cadeau notamment à offrir à nos enfants qui ne connaissent pas forcément la richesse langagière du Congo.

Émue par la réussite de cette première tentative, la directrice du Prix Émilie-Flore Fagnond ne s'est pas tue. Elle a réitéré ses remerciements aux personnes présentes à ce rendez-vous vespéral. « Quelles que soient nos origines, nous nous sommes tous vraiment sentis chez nous dans cette accueillante Maison du Congo ». Merci pour la présence au panel d'écrivains primés : Elvis Ntambua Mampuele, Lilia Bongji et Émilie-Flore Fagnond. Merci aussi

à Yannick Tshitenga, féru de littérature et fidèle des événements de Bookutani et sara mortoni, épouse du regretté Sene Mongaba et directrice des éditions Mabiki Wavre d'avoir accepté de faire partie de notre panel élargi et d'avoir enrichi le débat avec leurs points de vue. Merci enfin à tous les acteurs présents : « les membres de la mission diplomatique, les divers prestataires et le public qui ont participé au succès de cette première édition du café littéraire. Je ne finirai pas mes propos sans remercier notre modératrice MOKO pour ses brillantes questions posées quant au thème choisi », s'est-elle lâchée.

Agrémenté par une courte animation musicale de Massamba Nzinga, le premier café littéraire de Bookutani a réussi à approfondir les échanges entre différents invités et baliser le chemin de la pure convivialité entre les amoureux de belles lettres de ce collectif littéraire basé en Belgique avec une antenne à Kinshasa.

Jimmy Sita/ouragan.cd

Qatar 2022

Le Sénégal accède aux huitièmes de finale



L'équipe du Sénégal disputera les huitièmes de finale de la Coupe du monde de football pour la deuxième fois de son histoire après 2002, le dimanche 4 décembre à Al Khor face au premier du groupe B. Les Sénégalais ont arraché leur qualification en battant les Équatoriens 2-1, ce 29 novembre à Al Rayyan. Ils finissent ainsi deuxième du groupe A derrière les Néerlandais, vainqueurs 2-0 du Qatar.

L'équipe du Sénégal retrouve les huitièmes de finale de la Coupe du monde après vingt années d'attente ! Comme les Lions de 2002, ceux de 2022 disputeront le deuxième tour de la compétition. Un moment de gloire que les champions d'Afrique en titre sont allés arracher face à des Équatoriens pour qui un match nul suffisait à se qualifier mais qui ont été visiblement rattrapés par l'enjeu, le 29 novembre à Al Rayyan.

Un Ismaïla Sarr décisif

Condamnés à gagner, les Sénégalais, eux, retrouvent la formation en 4-3-3 qui leur a sou-

vent réussi par le passé. Elle permet en tout cas de mettre en difficulté une équipe d'Équateur qui peine à trouver le bon équilibre entre attaque et défense.

Ainsi, dès la 3e minute, le milieu Idrissa Gana Gueye profite d'un centre au second poteau pour frapper au but. Le ballon effleure le montant gauche adverse. A la 8e, l'avant-centre Boulaye Dia, servi dans le dos de la défense, croise un peu trop son tir. L'ailier Iliman Ndiaye (12e), les milieux Pape Gueye (14e) et Pathe Ciss (36e), prennent à tour de rôle leur chance.

Ismaïla Sarr insiste. A la 42e, l'ailier est percuté dans la surface sud-américaine par un Pieri Hincapie emporté par son élan. Dans la foulée, le joueur de Watford (Angleterre) se fait justice sur pénalty : 0-1, 44e.

Des Lions à réaction

En seconde période, les attitudes s'inversent : les Équatoriens se livrent enfin tandis que les Sénégalais semblent hésiter sur l'attitude à adopter. Bénéficiant de ces atermoiements, Moises Caicedo égalise. Sur un corner

dévié par Felix Torres, le milieu marque à bout portant : 1-1, 67e.

La joie équatorienne est toutefois très vite balayée. Car dans la foulée, sur un coup franc de Gueye, le ballon est renvoyé involontairement par Enner Valencia vers Kalidou Koulibaly qui le reprend de volée : 1-2, 70e. La délégation sénégalaise jubile. Les vagues équatoriennes viennent ensuite se fracasser sur la défense des Lions et leur gardien Edouard Mendy.

Le Sénégal, deuxième du groupe A, accompagne les Pays-Bas, premiers après leur victoire 2-0 face au Qatar, pour la suite de l'aventure. Koulibaly et ses partenaires ont désormais rendez-vous le dimanche 4 décembre à Al Khor face au futur deuxième du groupe B pour faire au moins aussi bien que la bande à El Hadji Diouf, quart de finaliste en 2002.

Vous pouvez partager un article en cliquant sur les icônes de partage en haut à droite de celui-ci.

La reproduction totale ou partielle d'un article, sans l'autorisation écrite et préalable du **Monde**, est strictement interdite.

Pour plus d'informations, consultez nos **conditions générales de vente**.

Pour toute demande d'autorisation, contactez droitsdauteur@lemonde.fr.

En tant qu'abonné, vous pouvez offrir jusqu'à cinq articles par mois à l'un de vos proches grâce à la fonctionnalité « Offrir un article ».

RFI

Pays-Bas - Qatar

Les Qataris terminent " leur " Coupe du monde par une troisième défaite

Déjà éliminée de « sa » Coupe du monde, la sélection qatarie a concédé une troisième défaite face aux Oranje (2-0) qui assurent la première place du groupe A. Dans l'autre match du groupe A, le Sénégal s'est qualifié grâce à sa victoire contre l'Équateur (2-1).

Le résumé de Pays-Bas - Qatar :

Le Qatar a terminé « sa » Coupe du monde comme il l'a commencé. Défaits par les Pays-Bas (2-0), lors de la troisième et dernière journée du groupe A, les Qataris ont concédé un troisième revers consécutif. Ils quittent le Mondial avec zéro point au compteur, une grande et triste première dans l'histoire de la compétition. De son côté, les Oranje ont assuré leur présence en huitièmes de finale et, surtout, la première place du groupe.

Face aux Al-Annabi, les Néerlandais n'ont pas eu à forcer pour s'imposer. Cody Gakpo a ouvert le score d'une frappe puissante et placée du pied droit à l'entrée de la surface (1-0, 26e) avant que Frenkie de Jong ne fasse le break au retour des vestiaires (49e). Le Barcelonais a poussé le cuir dans le but vide après une parade de Meshaal Barsham devant Memphis



Depay. Les Pays-Bas auraient même pu inscrire un troisième but mais celui de Steven Berghuis (68e) a été refusé logiquement pour une main, au préalable, de Cody Gakpo. Ce même Berghuis a également trouvé la barre transversale dans le temps additionnel (90e+2).

Cody Gakpo continue sa très belle Coupe du monde. Il a inscrit trois des cinq buts néerlandais dans le tournoi, en ouvrant à chaque fois la marque. Avec trois buts, il rejoint Kylian Mbappé et l'Équatorien Enner Valencia au sommet du classement des buteurs.

Dans la lignée d'un match plus conforme à ses standards contre le Sénégal (défaite 3-1), le Qatar a montré quelques qualités et a, par séquences, mis en danger la défense néerlandaise.

Ils ont tiré cinq fois au but dont trois fois cadrés mais personne ne succédera à Mohammed Muntari, premier et seul buteur qatari au Mondial.

Les Pays-Bas ont donc assuré la première place du groupe A. Ils seront opposés au deuxième du groupe B, samedi 3 décembre à 16 heures. Les Oranje sont accompagnés en huitièmes de finale par le Sénégal, vainqueur de l'Équateur (2-1). Les Lions de la Téranga affronteront le premier du groupe B, dimanche 4 décembre, à 20 heures.

Le classement final :

1. Pays-Bas : 7 points, 2. Sénégal : 6 points, 3. Équateur : 4 points, 4. Qatar : 0 point.

Vodacom - Ligue 1

Prévue ce mercredi, la rencontre TP. Mazembe-Tshinkunku reportée

La rencontre du championnat national de Football de la Vodacom Ligue 1 qui devrait mettre au prise le Tout-Puissant Mazembe à l'Union Sportive Tshinkunku à Lubumbashi, n'aura plus lieu ce mercredi 30 novembre, comme prévu par l'organisateur.

Selon le Club de Lubumbashi qui annonce cette information sur sa page Facebook, l'équipe de Kananga est rentrée à Kinshasa afin de disputer deux matchs que la Linafoot avait reprogrammés.

« Les hommes de Pamphile Mihayo ne joueront plus Tshinkunku mercredi 30 novembre. L'équipe de Kananga est rentrée à Kinshasa pour deux matchs que la Linafoot a reprogrammés », lit-on dans ce communiqué publié le mardi 29 novembre par le club noir et blanc du Haut-Katanga.

De son côté, le Football Club Saint Éloi Lupopo de Lubumbashi annonce qu'il affronte la Jeunesse Sportive Groupe Bazano ce mercredi au stade Kikula de Likasi (Haut-Katanga). Les cheminots viennent

d'une défaite concédée lundi dernier devant l'AS Simba de Kolwezi.

« Après cette intense passe d'armes avec l'AS Simba, le FC St Eloi Lupopo veut effacer son revers en récoltant un bon résultat dans la ville montagneuse de Likasi où il reçoit ce mercredi 30 novembre à 15 heures la JS Groupe Bazano. Les Cheminots, bien requinqués, avaient rendez-vous le lundi à 17h au stade Kikula pour une séance d'entraînement », indique la direction de communication de Lupopo.

Il sied de signaler que le club du gouverneur Jacques Kyabula occupe actuellement la 7ème place au championnat national avec 10 points pour 5 matchs joués. Les Corbeaux Luchois possèdent 10 points, et occupent la 3ème place pour 6 rencontres disputées. La première place est occupée par Maniema Union qui a 16 points dans 6 matchs.

Elie Ngandu/lisapoinfo

Basket/Mondial U25

Des athlètes vivant avec handicap manifestent aux Finances pour réclamer le décaissement des fonds

Plusieurs athlètes vivant avec handicap, pratiquant le basketball sur fauteuil roulant, sont descendus ce mardi 29 novembre 2022 au ministère des finances pour réclamer le décaissement des fonds devant leur permettre de participer aux Éliminatoires de la Coupe du Monde (U25), prévues du 01 au 8 décembre en Afrique du Sud.

Ces basketteurs disent être victimes de l'injustice de la part des autorités compétentes au regard du traitement leur réservé, pendant que les échéances des éliminatoires approchent à grand pas.

« Le ministère des finances que dirige Nicolas Kazadi ne cesse de toujours bloquer les fonds concernant les sports. Pour notre cas, c'est encore pire. On ne se soucie pas de nous, malgré tout ce que le président de la République nous a fait comme promesse, c'est vraiment incroyable ce qu'on vit dans ce pays », déclare un athlète de l'équipe nationale de basket sur fauteuil.

À en croire leurs revendications, toute la procédure est respectée. La demande des fonds a été faite à temps, respectant chaque étape, c'est-à-dire de la fédération au ministre des finances en passant par le ministère des sports et celui du budget. Sauf qu'aucune suite n'est donnée à quelques jours des éliminatoires.

Pourtant, dans une vidéo qui a refait surface sur la toile, on voit le président Félix Tshisekedi promettre un soutien « indéfectible » à ces athlètes vulnérables.

Pour rappel, les Léopards dames handball qui venaient de prendre part à la 25e édition de la CAN au Sé-



négal, ont éprouvé les mêmes sentiments et indignations. Elles disent ne pas avoir touché leur prime.

Gede Luiz Kupa/7/7.cd

Calendrier électoral : la cacophonie

Depuis le 26 novembre dernier, la Commission électorale nationale indépendante (CENI) avait rendu public le canevas des opérations électorales attendues l'année prochaine. Un geste salué par tous les esprits acquis au respect de la Loi fondamentale et, ce faisant, opposés à tout éventuel glissement du mandat des animateurs actuels. Mais la publication du calendrier électoral constitue-t-elle un gage suffisant du respect du calendrier édicté par la Constitution de la République ? Les avis divergent, les uns et les autres puisant parfois dans le cœur au lieu de sonder l'esprit.

Tout naturellement, l'UDPS et ses alliés de l'Union sacrée ont laissé éclater le sourire, accordant tout le crédit nécessaire à cette mouture. Pour eux, la publication du canevas déjoue tous les pronostics distillés par ceux qui créditent le pouvoir des manœuvres visant à retarder les échéances des scrutins électoraux. Parmi ces partenaires figure en bonne place le MLC qui bat déjà campagne pour le plus d'enrôlement possible des Congolais.

La lecture n'est cependant pas du goût du PPRD pour qui l'application de ce calendrier est simplement utopique. Ce parti s'appuie notamment sur le délai relativement court consacré à l'enrôlement des élec-

teurs. Par la voix de son secrétaire permanent, Ferdinand Kambere, le PPRD souligne : « Lorsqu'ils veulent tromper les gens qu'ils vont arriver à enrôler trente millions ou cinquante, mais par quel moyen ils vont le faire ? Pendant un mois, ils vous disent qu'ils vont enrôler par aire géographique et il y a trois aires comme ça. Est-ce que nous aurons encore dans ces provinces-là, le nombre d'électeurs qu'il y avait ? Et comment on va les avoir parce que cette coïncidence aussi, en même temps où nous voyons le gouvernement négocier un cessez-le-feu contre toute attente, il demande un déploiement des armées étrangères à l'Est de notre pays, est ce que c'est comme ça qu'on va réellement organiser les élections ? De qui se moque-t-on ? Les populations se déplacent, est-ce qu'ils ont encore la cartographie démographique de notre pays ? ».

Interrogation destinée certes à Denis Kadima, le président du bureau de la Centrale électorale. Et le PPRD n'a pas la mémoire courte ; le parti remonte les gradins pour rappeler que tout le processus enclenché par le pouvoir est jusque-là inique, en ce que les observations et les desiderata de l'opposition n'ont jamais été pris en compte. « La première impression est celle du mépris non seulement du peuple congolais, mais aussi de la constitution et même de la démocra-

tie dans notre pays. Parce que, c'est depuis longtemps que l'opposition a réclamé qu'il y ait consensus pour crédibiliser ce processus électoral, mais ils n'ont pas voulu du tout. Donc, c'est un calendrier publié par une CENI non reconnue par l'opposition », a déclaré Me Ferdinand Kambere.

Par ailleurs, plusieurs partis politiques notent qu'il ne se dégage pas assez de lisibilité sur l'enregistrement des partis et regroupements politiques. La crainte est de voir s'impliquer dans les élections plusieurs structures sans existence légale et donc non qualifiées pour participer aux élections. Sur le plan de la logistique, les premières inquiétudes viennent de la Monusco qui est aujourd'hui en phase de redéploiement et de retrait de plusieurs zones. L'on sait, en effet, que l'appui logistique terrestre et aérien avait été plus que déterminante pour le déploiement des matériels électoraux par le passé. Mais aujourd'hui déjà, le Gouvernement est en conflit ouvert avec la Monusco qu'elle a demandé de se retirer sans attendre ni prendre en compte le plan prévu et arrêté de commun accord.

De son côté, le parti Envol compte tenir Denis Kadima et son équipe pour responsable de tout dérapage, tout en s'engageant dans

le processus en cours. A l'issue d'une réunion de circonstance, l'Envol relève qu'en lieu et place d'un calendrier cohérent d'un point de vue opérationnel, la CENI « s'est fourvoyée à publier une simple feuille de route assortie des dates soumises à des multiples contraintes qui n'offre aucune garantie à la tenue des élections libres, transparentes, dans le respect du délai constitutionnel ». Avant de préciser : « Par cet acte, la CENI a troqué sa casquette d'expert tant vantée, contre les manipulations politiques qui voilent à peine le manque de volonté du pouvoir à organiser les élections dans les délais ».

À cet effet, l'Envol relève 5 écueils notamment la réduction fantaisiste à 100 jours, le délai d'enrôlement par aire électorale, contre 120 jours observés lors des précédents cycles électoraux. D'après cette formation politique de l'opposition, cela n'est fondé sur aucune amélioration significative de l'infrastructure logistique du pays.

« Cet écueil est d'autant plus prégnant que le soutien logistique jadis offert et mobilisé par la MONUSCO, dans le déploiement du matériel et son acheminement ne sont pas au rendez-vous ».

LR

Fonction publique

Plus de 30 000 personnes seront mises à la retraite en 2023



Aimé Boji Sangara Bamanyirue, Ministre d'État, ministre du Budget, a donné la semaine dernière des indications sur des projections pour 2023 de la masse salariale particulièrement au sein de la fonction publique.

« Il y a un effort d'assainissement. Il y a des fictifs. Il y a des personnes qui ne devraient pas être payées, mais qui le sont », a dit le ministre.

Le but est de dégager de l'espace pour des dépenses sociales supplémentaires en adéquation avec les engagements pris avec le Fonds Monétaire International (FMI).

« Le gouvernement a initié l'assainissement du fichier de la fonction publique. Les travaux évoluent. Il y a des économies budgétaires qui seront réalisées. Il y a aussi la mise à la retraite. Nous avons commencé cette année avec 10 000 personnes. Nous avons déjà procédé à la mise à la re-

traite de plus de 6 000 fonctionnaires. Nous allons poursuivre cet effort avec les 4000 restants ».

Des efforts seront fournis et d'autres chiffres ont été annoncés : « Pour l'exercice 2023, nous prévoyons de mettre à la retraite jusqu'à 30000 fonctionnaires (...). Ces efforts sont fournis pour dégager des espaces budgétaires qui nous permettront d'investir dans l'Est secteurs sociaux et procéder à l'augmentation des enveloppes pour des investissements dans le pays ».

Parallèlement, il faudra améliorer la mise en œuvre de la Loi instituant le Régime Général de la Sécurité Sociale, notamment dans sa branche des prestations familiales auprès de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) qui couvre les paiements des allocations prénatales, des allocations de maternité et des allocations familiales au profit des travailleurs affiliés. Le Président de la République a d'ailleurs chargé la Ministre de

l'Emploi, Travail et Prévoyance Sociale de suivre ce dossier et de présenter, à la première réunion du Conseil des Ministres du mois de janvier 2023, un état des lieux sur les prestations réalisées et les améliorations attendues de cette Institution.

Actu.cd

Kenya

Les 87 derniers délégués bloqués à Goma sont arrivés à Nairobi

Les 87 délégués de 11 groupes armés, de la société civile et des communautés ethniques du Nord-Kivu, Sud-Kivu et du Maniema restés bloqués à Goma depuis quatre jours ont commencé à rejoindre Nairobi depuis hier mardi 29 novembre.

Deux aéronefs ont été affrétés par l'organisation pour récupérer ces délégués en deux rotations. Le premier groupe d'au moins 37 personnes a décollé ce mardi matin de Goma

d'ici la fin de la journée.

Ces personnes doivent prendre part à la troisième phase des travaux du processus de retour de la paix dans l'Est de la RDC. Ces travaux ont été ouverts lundi 28 novembre à Nairobi par le Président Burundais et Président en exercice de la Communauté de l'Afrique de



pour Nairobi tandis que le deuxième groupe devrait rejoindre la capitale kenyane

l'Est(EAC), Evariste Ndayishimiye.

Evariste

RO